



CACTUS Montréal

**Mémoire déposé à l'OCPM
Consultation publique
pour le PPU Quartier Latin**

8 novembre 2012

Pour tout complément d'information, veuillez contacter :

Jean-François Mary

Responsable de l'organisation communautaire et des communications

CACTUS Montréal

1300 rue Sanguinet

Montréal (QC), H2X 3E7

Téléphone : 514 847-0067 #217

Fax : 514 847-0038

Courriel : jfmary@cactusmontreal.org

Mise en contexte

CACTUS Montréal est un organisme communautaire, à but non lucratif, qui intervient afin de prévenir les impacts négatifs et de réduire les problèmes de santé associés à la consommation de drogues par injection et inhalation telles que les infections transmissibles sexuellement et par le sang.

CACTUS Montréal agit par le biais d'activités et de services de prévention, de sensibilisation, d'éducation, d'intervention, d'accompagnement et de promotion des besoins et des droits. L'organisme s'engage à favoriser le mieux-être des personnes qui le fréquentent. Il intervient sur les processus d'exclusion afin d'en réduire les effets sur ces citoyens, dignes de respect, possédant des droits et un pouvoir d'agir.

CACTUS Montréal a été créé en 1989, devenant le premier programme d'échange de seringues en Amérique du Nord. Depuis 23 ans, CACTUS Montréal a su à la fois travailler afin de répondre aux besoins des personnes qui le fréquentent tout en travaillant avec les autres acteurs du quartier afin de permettre une meilleure cohabitation entre ses usagers et les autres personnes qui vivent ou fréquentent le quartier.

Au-delà du programme d'accès au matériel de prévention et du travail de rue, CACTUS Montréal a mis en place un lieu d'accueil et d'implication sociale (PLAISIIRS). Il a aussi mis en place différents programmes de travail payé à la journée et notamment ToxicNet qui, par le biais d'un contrat avec la SDC du Vieux-Montréal, nettoie les rues et ruelles de ce quartier. CACTUS Montréal dispose également d'un poste destiné spécifiquement à améliorer l'intégration de CACTUS Montréal au tissu social du quartier.

En 2011-2012, CACTUS Montréal a reçu 47 965 visites, le seul programme d'accès au matériel de prévention a reçu 37 990 visites. 82,1 % de ces visites provenaient de personnes se trouvant sur le territoire du CLSC Des Faubourgs, soit au cœur du Quartier Latin. Ainsi, CACTUS Montréal est le principal service destiné aux personnes qui consomment des drogues par injection et inhalation au Québec. Par conséquent, il nous est possible d'affirmer que le Quartier Latin est le quartier qui compte la plus grande concentration de personnes qui consomment des drogues par injection au Québec.

1) La nécessaire intégration des services communautaires et du réseau de la santé et des services sociaux destinés aux populations marginalisées au PPU Quartier Latin

Dans le document déposé par l'arrondissement Ville-Marie, il est mentionné que le quartier compte 6000 résidants, que 56,7 % des ménages, en 2011, vivent en dessous du seuil de faible revenu et que la majorité des logements sont occupés par des personnes seules.

Nous souhaitons aussi mentionner que ces chiffres sur la pauvreté dans le Quartier Latin ne prennent pas en compte la présence de personnes en situation d'itinérance, chronique ou transitoire. Ce phénomène de présences de personnes en situation d'extrême pauvreté n'est pas relié à la présence de services communautaires et en santé destinés à ces personnes, mais plutôt à une composante essentielle du quartier. Les services destinés aux personnes toxicomanes en sont un excellent exemple. Il existe des programmes d'accès au matériel de prévention, tels que ceux de CACTUS Montréal, dans chacun des quartiers où l'on retrouve une certaine concentration de personnes qui consomment par injection ou inhalation. Ainsi, la Direction de la Santé Publique de Montréal a favorisé la mise en place de services couvrant les quartiers Ville-Marie, Hochelaga-Maisonneuve, Plateau Mont-Royal, Rosemont, Villeray, Parc-Extension, Ahunstic-Cartierville, St-Henry et Verdun, et ce, tant dans des organismes communautaires que dans le réseau de la santé et des services sociaux. Selon le monitoring effectué par la Direction de la Santé Publique de Montréal, les services destinés à ces personnes ont reçu 74 267 visites en 2011-2012 sur l'ensemble de l'île de Montréal. En ce qui concerne le territoire du CLSC des Faubourgs, qui correspond au territoire du Quartier Latin, pour la même période, 54 471 visites ont été comptabilisées, soit 73,3 % des visites totales. De ces visites, 74,1 % de ces visites provenaient de résidents du CLSC des Faubourgs, qui représentent 29 096 visites.

Cet état de situation démontre que la présence des personnes dans le Quartier Latin n'est pas liée à la présence des ressources qui leur sont destinées puisque les ressources sont réparties sur l'ensemble du territoire montréalais. Par contre, les personnes qui fréquentent ces services proviennent essentiellement du quartier. De nombreuses interventions en matière d'itinérance, de toxicomanies et de santé mentale prennent place sur le territoire du Quartier Latin. La demande pour ces interventions augmente, en retour, l'offre de service, elle aussi, augmente. Il est donc nécessaire dans le contexte du PPU

Quartier Latin de les prendre en compte afin qu'elles s'intègrent harmonieusement aux autres mesures mises de l'avant.

Dans le contexte du PPU Quartier Latin, il est incompréhensible qu'il ne soit aucunement fait mention de ce phénomène et qu'aucune des mesures proposées ne vienne répondre à cette situation. Étant donné la visibilité du phénomène et son ampleur, l'oubli d'aborder la situation nous pousse à nous questionner. Bien qu'il s'agisse principalement d'un projet d'urbanisme, nous savons que l'aménagement du territoire a un impact important sur ces personnes-là qui sont d'importantes personnes utilisatrices du domaine public et sur lesquelles l'urbanisme a un impact important.

De plus, elles disposent d'une importante capacité d'adaptation. Les aménagements de l'UQAM sont un exemple frappant, malgré une forte densité des installations, un accroissement de la présence de garde de sécurité, une sécurisation des entrées, l'UQAM est un lieu privilégié en tant que refuge pour personnes marginalisées. Certains secteurs de l'UQAM sont à la prise avec d'importants problèmes de consommation de drogues par injection et de seringues à la traîne. Il est très difficile pour l'UQAM de maintenir une salubrité de ces lieux-là pour des raisons qui sont principalement en lien avec l'aménagement physique des lieux.

Nous craignons que la densification du quartier en lien avec le PPU et les incertitudes qui règnent en lien avec le développement des différents projets immobiliers ne permettent le développement de « non-zones », par manque de planification, notamment aux abords de la place Émilie-Gamelin et aux abords des habitations Jeanne-Mance.

2) Une absence de leadership afin d'améliorer la situation des personnes marginalisées

L'absence de mesures destinées à améliorer la situation des personnes marginalisées du PPU Quartier Latin est un manque de reconnaissance de leur existence. Cette absence de reconnaissance représente une nouvelle démonstration du fait que les pouvoirs publics, en particulier au niveau municipal, participent au processus d'exclusion dont font l'objet les personnes marginalisées. Ces personnes ont été frappées par un effritement de la cohésion sociale. De nouveaux modes de régulation vis-à-vis de ces populations ont vu le jour,

notamment une judiciarisation de ces personnes par le biais de règlements municipaux. Ces nouvelles modalités ont donné une légitimité à la répression, à la désapprobation sociale de telles sortes que ces personnes sont perçues comme une menace pour l'ordre public. Il est important de noter à ce niveau que cette menace s'opère essentiellement au niveau des perceptions. Alors que nous observons une augmentation constante de la marginalisation, le SPVM, par le biais de ses rapports annuels statistiques, note année après année une baisse de la petite criminalité, souvent associé aux personnes marginalisées.

L'absence de reconnaissance de la présence des personnes marginalisées et de leurs besoins au sein du PPU Quartier Latin nous laisse croire qu'il existe une absence de volonté de la part des instances municipales à vouloir favoriser une cohésion sociale au sein de l'arrondissement. L'absence de mesure en la matière vient davantage mettre à l'écart les personnes marginalisées. Les conséquences reliées aux actions en lien avec le PPU Quartier Latin vont inéluctablement venir éroder le sentiment de sécurité des résidents du quartier. Notamment la densification et la construction de condominium de luxe pour personnes seules vont pousser les tarifs du logement à la hausse ce qui va causer une augmentation de l'absence de domiciliation des personnes en situation de précarité, leur visibilité dans l'espace public et l'adoption de nouveaux modes de survie.

Nous pouvons penser à un exemple de leadership politique afin de réhabiliter un quartier touristique central qui a su prendre en compte les besoins des personnes marginalisées, il s'agit de celui de Barcelone. Barcelone connaît une importante scène de consommation de drogues par injection dont l'ampleur n'a d'égale que quelques villes dans le monde, dont Montréal. La plus grande concentration se retrouve dans le quartier touristique de Barcelone. Face à ce phénomène, les élus barcelonais ont décidé d'agir en permettant et facilitant la mise en place de services d'injection supervisée (SIS) au cœur de ce quartier qui reçoit des millions de touristes, dans un local adjacent au musée maritime et de la statue de Christophe Colomb. Ils ont bien sûr dû faire face à des oppositions similaires à celle que ce type de projet connaît à Montréal, personnes ne souhaitant qu'un service de ce type voit le jour dans son voisinage. La ville de Barcelone a choisi d'agir avec pragmatisme : installer la salle dans le quartier qui compte la plus grande concentration de consommateurs de drogue, dans un contexte associatif sachant que les personnes qui consomment ne

fréquentent pas les établissements publics de santé. Ainsi, la sala baluard voyait le jour en 2004, elle reçoit désormais jusqu'à 180 personnes par jour. Elle a permis de réduire la consommation de drogue par injection dans l'espace public tout en améliorant la santé de ses utilisateurs. Afin de répondre aux besoins des usagers dans les autres quartiers, et craignant un afflux vers le centre-ville, la ville de Barcelone a aussi permis la mise en place de SIS dans 4 autres quartiers et a le projet d'en faire ouvrir un total de 13 sur son territoire pour une population totale de 1 600 000 habitants. Barcelone n'a pas agi seulement par humanisme pur et simple mais surtout par désir de maintien de l'ordre public. En faisant fi des oppositions de type « pas dans ma cour », la ville de Barcelone a permis à la sala baluard de voir le jour et de démontrer qu'elle ne constituait pas un problème, mais une partie de la solution afin d'enrayer la consommation de drogues par injection dans l'espace public.

Avec une population équivalente, une scène de consommation de drogue par injection similaire en terme de nombre et d'usage, la ville de Montréal a choisi une tout autre approche. Dès que les SIS ont commencé à se concrétiser, la ville de Montréal n'a eu de cesse de mettre des bâtons dans les roues d'un tel projet, d'abord en questionnant ses impacts sur l'ordre public puis en déclarant qu'elle ne souhaitait pas que ceux-ci puissent voir le jour dans des organismes communautaires. Or, les personnes qui consomment des drogues par injections ne fréquentent pas ou très peu les établissements du réseau de la santé. Cette réticence de la ville à intervenir avec leadership dans ces dossiers ne fait qu'accentuer les problèmes sociaux et creuse un fossé au sein de sa population.

La ville de Montréal s'est dotée d'un plan d'action ciblé en itinérance en octobre 2010. Ce plan est désormais désuet, car bon nombre d'actions suggérées n'ont soit pas été menées, soit ont été purement et simplement abandonnées ou bien ont été tellement modifiées qu'elles en ont perdu leur raison d'être. Malgré tout, il semble étrange que dans le contexte du PPU nous ne retrouvions aucune des mesures préconisées, ni qu'aucune référence ne soit faite à ce plan d'action.

Nous percevons donc cette absence comme un manque de leadership afin d'améliorer la situation des personnes marginalisées. Nous percevons ainsi une occasion manquée de promouvoir une meilleure cohésion sociale. À nos yeux, l'accroissement des inégalités

sociales qui résultera de cette omission va entacher l'image du quartier et va rendre difficile l'atteinte des objectifs poursuivis par le PPU Quartier Latin, notamment en ce qui a trait à faire de ce secteur une vitrine culturelle pour Montréal. Car, en tant qu'acteur communautaire de premier plan, nous ne souhaitons pas que le Quartier Latin devienne une vitrine pour l'exclusion sociale.

3) L'absence de place au logement social et au logement abordable

En 2005, la Ville de Montréal se dotait d'une politique d'inclusion du logement social et abordable. Dans cette stratégie, il est recommandé par la Ville de Montréal, que les nouvelles constructions privées se dotent de 15 % de logements abordables et de 15 % de logements sociaux. Dans le document développé dans le cadre de cette stratégie, on peut y lire l'importance de la mixité sociale afin de promouvoir le développement durable, d'éviter la ségrégation sociale et d'assurer le maintien des gens dans leur milieu de vie. Dans cette même section, on peut lire : « la présence d'une population au statut socio-économique diversifié permet d'assurer la vitalité économique d'un quartier ainsi que l'accès à des services de meilleure qualité. »

La ville de Montréal a aussi publié en mai 2009 un profil statistique en habitation qui se base sur les données de recensement de 2006 et 2001. Dans ce document, on apprend que 59,7 % des ménages du secteur concerné par PPU Quartier Latin vivent sous le seuil de revenu de besoins impérieux contre 43,1 % pour l'ensemble de la ville. Cet indicateur est utilisé pour évaluer les besoins en matière de logement social. 46,5 % des ménages du secteur présente un taux d'effort de 30 % en matière de logement, ce taux était de 39,5 % en 2001.

À la lumière des engagements de la ville de Montréal et des statistiques du quartier, il semble inconcevable que le logement social et abordable soit ignoré de la mise en œuvre du PPU Quartier Latin. Aucune promotion des mesures prévues dans la stratégie d'inclusion du logement social et abordable ne se retrouve dans le document si ce n'est au point 6.1.3 qui traite de la mixité sociale. La ville décrit pourtant dans son document comme « essentielle » la question des maisons de chambre, pourtant, aucune action n'y est associée. Le document fait mention du projet du groupe « Sac à Dos » comme d'un projet pour jeunes de la rue

alors que ce projet ne s'adresse pas à cette population, mais plutôt à des personnes vivant une chronicité de l'itinérance.

L'omission d'inclure le logement social et abordable d'un projet de telle envergure est révélatrice d'une absence de volonté d'opérer des actions afin de promouvoir la mixité sociale. La population actuelle du quartier qui rappelons-le compte 56,4 % de personnes vivant sous le seuil de faible revenu se verra exclue de son développement. Selon le recensement de 2006, dans le quartier du PPU, 6035 des 7605 ménages, soit 79,3 %, sont des locataires. Or les nouveaux développements domiciliaires vont accroître le taux d'effort des ménages du secteur. Ainsi, avec cette hausse des coûts de location, ces personnes vont devoir quitter le quartier afin de trouver un logement plus abordable. Pour les populations marginalisées, cela signifie une perte de leurs réseaux de soutien et de solidarité traditionnels ce qui va par la suite accroître leur marginalisation. Le PPU Quartier Latin va opérer un déséquilibre social au sein du quartier.

La question des maisons de chambre et du logement social et abordable nous apparaît essentielle afin de permettre la réinsertion sociale des personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Étant donné la réalité du Quartier Latin, cet objectif devrait apparaître au niveau des priorités ; pourtant une toute autre approche a été priorisée. Le développement de logements sociaux et la rénovation de maison de chambre sont laissés à de seuls promoteurs potentiels sans qu'aucune mesure incitative n'y soit attachée dans le cadre du PPU Quartier Latin, ni qu'aucune démarche à caractère politique ne soit entreprise dans le cadre du PPU afin que les bailleurs de fonds en matière de logement social n'en priorisent le développement dans le cadre du PPU Quartier Latin.

4) Les organismes communautaires travaillant auprès des personnes qui consomment des drogues : un facteur de cohésion sociale

Nous avons précédemment abordé le fait que le Quartier Latin présente une importante concentration de personnes qui utilisent des drogues par injections (UDI). Ce phénomène est présent dans le quartier depuis plus de 25 ans. Cela a mené, en 1989, à la mise en place de CACTUS Montréal, le premier programme d'échange de seringues en Amérique du Nord afin de répondre à l'épidémie de VIH/SIDA. Durant ces 23 années, CACTUS Montréal et par association les personnes qui le fréquentent ont fait l'objet d'un phénomène communément

appelé syndrome « pas dans ma cour ». Ce phénomène d'exclusion a été mis de l'avant par différents acteurs qui ne souhaitent pas voir de populations marginales dans leur environnement immédiat. En réponse, les pouvoirs publics ont développé des règlements municipaux afin de s'attaquer spécifiquement à la présence de personnes marginalisées dans l'espace public, les services de police ont utilisé des éléments de la réglementation municipale afin de judiciaireiser ces personnes. Cette approche répressive, en plus de participer à une pénalisation du social, n'a réussi qu'à renforcer la marginalité des personnes visées et à ancrer dans la perception des résidents une association entre personnes marginalisées et personnes menaçantes pour la sécurité publique.

Dans un rapport de recherche de l'Équipe de recherche sur la reconnaissance, dont la chercheuse principale est Céline Bellot, déposé en mai 2012 au Ministère de la Santé et des Services Sociaux portant sur la reconnaissance de l'action communautaire des programmes d'échange de seringues et des personnes qui les fréquentent, il nous est possible de découvrir comment les ressources communautaires destinées aux personnes UDI sont un facteur de cohésion sociale en permettant à leurs usagers d'apporter une contribution sociale au sein de la société. Ainsi, les groupes communautaires travaillant auprès des personnes UDI, tel que CACTUS Montréal, en plus de répondre aux besoins en santé et services sociaux des personnes qui les fréquentent, permettent à ces personnes d'opérer un passage de l'exclusion vers la participation sociale. Ce travail intangible, et trop souvent méconnu, brise l'isolement en établissant un lien qui permet de faire état de la valeur de la personne et de contrebalancer la dévalorisation vécue à l'extérieur.

En établissant un climat de respect et de non-jugement, les groupes communautaires travaillant auprès des personnes UDI participent à une diminution des tensions sociales dans le quartier. Ainsi, les groupes communautaires devraient être perçus comme des éléments qui favorisent la cohésion sociale.

Recommandations

Recommandation 1 : Pour que la revitalisation du Quartier Latin ne se fasse pas au détriment des personnes marginalisées

Les personnes marginalisées sont totalement absentes du PPU Quartier Latin. Pourtant, force est de constater que leur présence est prédominante dans le territoire du quartier. Des mesures de soutien aux organismes communautaires devraient être incluses dans le PPU Quartier Latin notamment en matière de services d'aides, d'intervention psychosociale, d'insertion sociale.

Recommandation 2 : Pour que des actions concrètes soient mises de l'avant pour améliorer la situation des personnes marginalisées du Quartier Latin

Aucune mesure n'est présentée dans le document de la ville concernant le PPU Quartier Latin en lien avec les besoins des personnes marginalisées. Non seulement il s'agit d'un manque de reconnaissance de la part de la ville d'une grande partie de ses citoyens, mais c'est une preuve de plus du manque de leadership de la ville afin d'atténuer les problèmes sociaux vécus par ces personnes.

Nous estimons que des actions concrètes devraient figurer dans le plan d'action du PPU Quartier Latin. Bien sûr, certains des enjeux dépassent les compétences de la municipalité, pourtant d'autres actions inscrites au PPU ne relèvent pas, elles non plus des compétences de la ville.

Nous souhaitons en particulier que la ville de Montréal s'engage à favoriser le développement de services à destination de ces personnes dans le Quartier Latin.

Notamment, nous estimons qu'étant donné le contexte et la préoccupation des résidents du quartier en matière de consommation de drogues dans l'espace public, la mise en place de lieu d'injection supervisé au sein d'organisme communautaire serait bénéfique dans un contexte de densification et d'accroissement des activités extérieures et pourrait répondre à différents objectifs tant en matière de santé publique, de salubrité publique que d'ordre public.

Recommandation 3 : Pour que la Ville de Montréal se dote d'action afin de permettre le développement de logements sociaux, de logements abordables et la préservation des maisons de chambre

Les logements sociaux, les logements abordables et la préservation des maisons de chambre sont les grands absents du PPU Quartier Latin. Le développement de tels projets n'est accompagné d'aucune mesure qu'elle soit d'ordre politique ou d'ordre règlementaire. Il est primordial de préserver les maisons de chambre existante, de mettre en place des programmes de rénovation pour ses dernières. De plus, la ville devrait respecter ses politiques en la matière et prévoir l'inclusion de logement social dans les différents projets immobiliers. Des actions d'ordre politique sont aussi nécessaires afin que les programmes de la Société d'Habitation du Québec prennent en compte la réalité du centre-ville de Montréal.